



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de  
l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement**

**Unité départementale du Bas-Rhin**

Affaire suivie par :

Aurélie DESJARDINS

Tél : 03 88 13 08 13

Mél : [aurelie.desjardins@developpement-durable.gouv.fr](mailto:aurelie.desjardins@developpement-durable.gouv.fr)

Réf : 1924/AD/JLS

Strasbourg, le 31/12/2021

**RAPPORT DE L'INSPECTION  
DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
REEXAMEN IED**

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement –  
SUEZ RR IWS Chemical France à HERRLISHEIM  
Suite donnée au dossier de réexamen au regard des conclusions sur les  
meilleures techniques disponibles relatives au traitement des déchets

**Référence :** Dossier de réexamen transmis au préfet par courrier de l'exploitant du  
03/09/2019

**Pièce jointe :** projet de lettre à transmettre à l'exploitant

Par transmission du 03/09/2019 la société SUEZ RR IWS FRANCE a déposé en préfecture de Strasbourg un dossier de réexamen pour ses installations de traitement de déchets de son établissement de HERRLISHEIM.

Au vu des éléments du dossier, les déclarations sont conformes aux meilleures techniques disponibles prévues par les conclusions sur les MTD applicables aux installations. Je vous propose d'en prendre acte par courrier.

Il appartient à l'exploitant de respecter les prescriptions l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 qui reprennent les conclusions sur les MTD.

L'arrêté préfectoral autorisant les installations exploitées par SUEZ, du 04 mai 1998, est ancien et ne correspond plus en plusieurs points à la réalité de terrain. En particulier, le suivi de la DCO (demande Chimique en Oxygène) n'est pas repris par ses prescriptions et le classement ICPE n'est pas à jour. Les installations de SUEZ sont exploitées dans un bâtiment partagé avec les installations des LAVALSACE. Les rejets en eaux pluviales sont traitées et collectées par LAVALSACE, une convention a été établie. LAVALSACE suit bien la paramètre DCO. Une étude de danger a été remise par l'exploitant le 26 novembre 2021. Son examen permettra, avec les points identifiés par l'exploitant à l'occasion du réexamen, de réaliser la revue globale de l'arrêté préfectoral.

Rédigé par l'inspecteur de l'environnement : Aurélie DESJARDINS

Vérifié par le Chef du Pôle Ressources : Pierre CASERT

Approuvé et transmis à Madame la Préfète du Bas-Rhin, pour le Directeur Régional, le Chef de Service de la Prévention des Risques Anthropiques :

## 1. Généralités IED

La directive relative aux émissions industrielles (Industrial Emissions Directive « IED » n°2010/75/EU) dite « directive IED » définit au niveau européen une approche intégrée de la prévention et de la réduction des pollutions émises par les installations industrielles et agricoles entrant dans son champ d'application. Ses principes directeurs sont :

- le recours aux meilleures techniques disponibles (MTD) ;
- le réexamen périodique des conditions d'autorisation ;
- la remise en état du site dans un état au moins équivalent à celui existant avant la mise en service.

Cette réglementation concerne les installations considérées comme étant les plus polluantes, classées au titre des rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant adresse au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

L'article R.515-70-I du code de l'environnement prévoit que les prescriptions des arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

## 2. Activités du site et application de la réglementation IED

La société SUEZ RR IWS Chemical France exploite sur la commune de HERRLISHEIM :

- une installation de traitement de déchets dangereux.

Les activités de l'établissement, réglementées par l'arrêté préfectoral du 04 mai 1998, sont classées au titre de la rubrique IED suivante :

- 3510 - Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour,
- 3550 - Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540 [...] avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement, issus de la transposition de la directive IED, sont applicables.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3510 et 3550, sont parues par décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018.

Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 17 août 2019 au plus tard.

Conformément à l'article R. 515-70 du code de l'environnement, les prescriptions de l'arrêté d'autorisation de la société SUEZ RR IWS Chemical France à HERRLISHEIM sont réexaminées et, au

besoin, actualisées au regard des conclusions sur les MTD qui doivent être respectées dans un délai de 4 ans à compter de la publication au JOUE de la décision afférente, soit au 17 août 2022.

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 prévoit des dispositions conformes aux meilleures techniques disponibles (MTD) permettant d'encadrer certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED. Cet arrêté est applicable à la société SUEZ RR IWS Chemical France à HERRLISHEIM.

Par transmission du 03/09/2019, la société SUEZ RR IWS Chemical France à HERRLISHEIM a communiqué un dossier de réexamen.

### **3. Analyse du dossier de reexamen**

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant répond aux dispositions de l'article R.515-72 du code de l'environnement en matière de contenu.

#### BREF applicables

BREF activités :

- WT – traitement des déchets

BREF transversaux :

- BREF relatif aux principes généraux de surveillance (MON),
- BREF relatif aux émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac (EFS),
- BREF relatif à l'efficacité énergétique (ENE).

Le « périmètre IED » de l'établissement, au sens de l'article R.515-58 du code de l'environnement est constitué des installations suivantes :

- Hall D, stockage de déchets en transit ;
- Hall E, regroupement/mélange de déchets industriels .

L'examen du dossier transmis a porté sur :

- le périmètre d'applicabilité des documents BREF applicables aux installations,
- l'analyse faite par l'exploitant de l'ensemble des MTD applicables à ses installations et de son positionnement quant à la conformité de ces installations,
- les propositions de l'exploitant quant à la mise en conformité de ses installations eu égard aux écarts constatés.

L'exploitant ne sollicite pas de dérogation. L'exploitant déclare que l'ensemble des installations concernées par les documents BREF est conforme aux meilleures techniques disponibles. Ceci a pu être vérifié lors d'une inspection sur site le 12/08/2020. L'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur ne prescrit pas la surveillance de la DCO (demande chimique en oxygène) au niveau des rejets en eaux pluviales. Celles-ci sont intégralement récupérées et traitées par l'établissement voisin "Lavalsace3". Une convention a été signée entre les deux exploitants, les rejets en eaux pluviales sont surveillés par Lavalsace, les mesures en DCO sont bien réalisées.

Ces dispositions des MTD sont intégrées à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, applicable aux installations de l'établissement.

Le projet de lettre en pièce jointe de ce rapport prévoit de prendre acte de la déclaration de l'exploitant quant à l'exploitation de ses installations dans le respect des meilleures techniques disponibles applicables à son secteur d'activité.